

GROUPÉ D'ÉTUDES ET D'ACTION SOCIALISTE TUNISIEN

Commémoration du XIII^e Anniversaire de l'Assassinat de

FARHAT HACHED



LE SYNDICALISME TUNISIEN

SPÉCIAL PERSPECTIVES

Décembre 1965

PRESENTATION

A l'occasion de la commémoration du 13^e anniversaire de l'assassinat de notre regretté Farhat HACHED, le Groupe d'Etudes et d'Action Socialiste Tunisien a décidé la publication de la présente brochure qui connaîtra, nous l'espérons, une large diffusion.

Le contenu de cette publication appelle plusieurs remarques :

1) Concernant l'article sur l'histoire du mouvement ouvrier des origines jusqu'en 1957, nous pensons que deux précisions importantes méritent d'être faites .

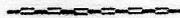
- Les critiques que nous avons émises sur la ligne politique suivie par la C.G.T. Française pendant la période coloniale ne préjugent en rien de notre attitude actuelle vis à vis de cette organisation. En effet et nous l'avons dit sans fard, nous jugeons que des erreurs ont été commises par l'Union départementale de Tunisie durant de longues années, mais le rappel de telles erreurs ne signifie nullement que nous ayons jeté définitivement l'anathème sur l'organisation la plus représentative de la classe ouvrière Française.

Bien au contraire les progressistes tunisiens sont aujourd'hui solidaires de la C.G.T. dans le noble combat pour la libération de la classe ouvrière française, pour la sauvegarde des droits des travailleurs maghrebins en France, pour la démocratie, la paix et la lutte anti impérialiste.

- De même quand nous disons notre désaccord avec les analyses faites à l'époque, par l'U.S.T.T., cela ne signifie nullement que nous puissions un seul instant nous désolidariser du combat mené depuis l'indépendance par des hommes comme H.Saadaoui, ancien dirigeant de l'U.S.T.T. défenseur acharné de la démocratie et du socialisme mort en 1963, à la suite de son arrestation par la police tunisienne.

2) Concernant les autres articles inclus dans cette brochure, nous avons pensé qu'il était utile que nous reprenions les deux prises de position de notre organisation à la suite des crises de Novembre et de Juin 1964.

Le prochain numéro de notre revue "PERSPECTIVES" étudiera longuement les problèmes qui se posent à l'U.G.T.T. au lendemain du "Congrès" anti-démocratique de Juillet 1965 et en particulier la question des cellules professionnelles dont la multiplication en même temps que l'étouffement de l'U.G.T.T. , risque d'avoir des effets particulièrement néfastes quant à la défense des intérêts matériels et moraux de la classe ouvrière tunisienne.



NOUS RECLAMER DE HACHED ?

Le 5 Décembre 1952 le mouvement de libération nationale perdait en la personne de FARHAT HACHED l'un de ses plus valeureux représentants.

Treize ans sont passés et il est permis, au nom de la fidélité à la mémoire de celui qui a si bien su incarner les aspirations de notre peuple, de tenter de rappeler tout à la fois ce que fut le combat et le message de HACHED mais aussi ce qu'il est advenu de la Centrale syndicale dont il avait voulu faire " le meilleur instrument de la libération ouvrière " l'Union Générale des travailleurs Tunisiens. Tel est le but de cette publication.

Néanmoins avant d'entamer un tel travail il nous a paru utile de nous poser un certain nombre de questions, et d'abord la plus importante : N'est-il pas paradoxal de voir militants destouriens et militants progressistes faire appel au message et à la pensée de HACHED pour justifier deux attitudes qui paraissent à l'heure actuelle difficilement conciliables ?

En effet n'est-ce pas au nom du front-réalisé grâce à HACHED entre l'U.G.T.T. et le Néo-Destour dans les années de lutte contre le colonialisme que les dirigeants destouriens veulent justifier leur politique actuelle de sujétion de la Centrale ouvrière au parti " Socialiste " Destourien .

Il serait vain de disserter longuement sur les intentions de ceux qui, au niveau des organismes dirigeants de l'appareil de l'Etat et du Parti Destourien continuent aujourd'hui de se réclamer de HACHED alors même qu'ils pratiquent sur le plan économique une politique de classe, qui consolide les privilèges et en crée de nouveaux, alors même qu'ils s'apprêtent à museler définitivement les organisations syndicales ouvrières et estudiantines.

Disons simplement que l'artifice n'est pas nouveau et qu'ils n'ont rien inventé.

Se réclamer d'un militant révolutionnaire martyr de la cause nationale et qui est devenu dans l'esprit des masses un héros de légende, interpréter ses écrits et ses prises de position en les détachant de leur contexte historique, c'est là une pratique hélas bien fréquente dans un tiers monde où les directions petites bourgeoises ont confisqué à leur profit les fruits de la lutte révolutionnaire de leur peuple pour se libérer du joug colonial.

N'en doutons pas, nombreux seront ceux qui ne manqueront

pas de feindre l'indignation devant de tels propos. Et pourtant qu'ils veillent bien méditer sur ces quelques extraits des discours et écrits de HACHED, qu'ils veillent bien se demander s'ils peuvent se permettre aujourd'hui de les reprendre à leur compte. Les progressistes quant à eux les font leurs parce qu'ils sont en conformité avec les principes de démocratie et d'attachement aux intérêts des masses laborieuses qui sont les fondements mêmes de leur engagement.

HACHED disait : " Les hommes qui mènent la lutte politique sur le plan national trouveront à leur côté la classe ouvrière avec ses forces organisées et puissantes tant qu'ils oeuvreront à la réalisation de nos nobles desseins ". Il ajoutait au cours du 4ème congrès " la classe ouvrière naguère tout autant que maintenant et jusqu'au jour de la victoire, de l'indépendance, et même plus tard, restera à l'avant-garde de la lutte nationale la classe ouvrière tunisienne est persuadée que son mouvement est révolutionnaire, ce qui ne veut pas dire anarchie et violence.. " et, concernant les moyens de la lutte syndicale ne proclamait-il pas " le problème clé réside dans la pleine jouissance de la liberté syndicale et l'exercice du droit de grève ce droit de grève la classe ouvrière n'y renoncera en aucune façon quand bien même les pouvoirs publics le combattrait il est l'arme la plus chère et aussi la plus efficace entre les mains de la classe ouvrière pour la défense de ses intérêts vitaux, matériels et moraux. Enfin comment ne pas faire notre sa conception du régime démocratique qu'il préconisait et qu'il définissait en ces termes " Nous demandons que ce régime repose sur le double souci de la démocratie politique et sociale et garantisse aux masses laborieuses une représentation en rapport avec leur importance et leurs activités génératrices de la fortune nationale.

Or nul n'ignore les graves atteintes aux libertés syndicales que le monde du Travail a connu depuis 1955 dans notre pays

Nul n'ignore ce qu'il est advenu du droit de grève; ce qu'il en est de la représentation des masses laborieuses au niveau des organismes de gestion de notre économie, organismes accaparés par une "élite" bureaucratique et technocratique dont la myopie politique n'a d'égale que le mépris dans lequel elle tient les masses ouvrières et paysannes.

Nul n'ignore enfin le peu de cas que les responsables destouriens font de l'organisation de la classe ouvrière en tant qu'entité autonome et politiquement responsable. La multiplication nous dirons presque l'institutionnalisation des cellules professionnelles ne tend-elle pas à saboter, d'une manière que certains voudraient définitive, l'U.G.T.T. et à développer une forme d'organisation corporatiste qui n'est pas sans rappeler les schémas d'organisation professionnelle propres à la doctrine nationale-socialiste

Oui HACHED fut destourien à une époque où le Néo-Destour s'était fixé pour objectif de lutter pour la libération de notre peuple de l'oppression coloniale, mais cela n'autorise nullement ceux qui font fi aujourd'hui des principes qui furent les siens à continuer à se réclamer de lui pour perpétuer l'équivoque et mystifier plus longtemps des masses laborieuses pour qui l'Appel de HACHED avait constitué un immense espoir.

Ceci dit, HACHED ne fut ni un théoricien ni un visionnaire. Autodidacte, homme d'action d'abord, il ne fut ni marxiste ni populiste ni réformiste, il fut avant tout le Leader syndicaliste d'origine plebienne et ayant foi en la nécessité de " lutter contre les principes d'un régime capitaliste inique pour mettre à sa place un régime basé sur la justice et l'égalité des droits entre les hommes, un régime jugeant la compétence et le mérite au niveau du travail utile et productif et jugeant la valeur des individus sur la valeur de leur rapport social. "

Aussi, compte tenu du contexte historique où il a vécu, pouvons-nous affirmer que HACHED constitue l'une des figures les plus authentiquement révolutionnaires que notre peuple ait secrétées.

Ce qu'aurait fait HACHED une fois l'indépendance acquise ? Nul ne peut le dire et cela nous importe peu, nous laisserons à d'autres la tâche de se livrer à de telles spéculations pour tenter de justifier l'injustifiable.

Ce qui nous importe ce sont les idées et les prises de position qui furent les siennes de son vivant. HACHED par la sincérité de son engagement et par sa foi ardente en la libération de la classe ouvrière demeure un guide pour notre action.

Et c'est en cela que nous nous réclavons de lui

FARHAT HACHED : L'HOMME ET LE MESSAGE

L' H O M M E X

Issu d'une famille de pêcheurs , FARHAT HACHED est né le 2 Février 1914 à El Abassia, petit village dans les îles Kerkennah.

Envoyé à huit ans à l'école primaire, FARHAT se fit remarquer dès le début de sa scolarité par son intelligence et attira ainsi l'attention de ses instituteurs. " il vécut chez moi en famille durant sept ans, écrivait Mr. Armand CIBIL, son instituteur ". HACHED, jeune élève fréquente l'école franco-arabe de Kéllabine, à trois kilomètre de son village natal. Ses qualités le mettent immédiatement en relief. Il n'est pas un élève comme les autres. Avide de connaissances, il manifeste le désir de vivre dans notre famille. Nous l'adoptons.... "

En 1928, il sortait de l'école à l'âge de 14 ans, muni de son Certificat d'études primaires. Mais hélas! malgré son admission avec la mention " Bien ", il ne put continuer ses études. En effet, sa condition modeste l'obligea de travailler pour gagner sa vie et subvenir aux besoins de sa famille.

Pour cela il alla à Sfax puis à Sousse où il fut successivement docker, convoyeur et enfin comptable dans une société de transports. Finalement, il devait entrer sur concours à la Direction des Travaux Publics de Sfax où il fut secrétaire comptable avant de se consacrer entièrement aux affaires syndicales.

En fait, il s'est intéressé très tôt aux conditions de vie des ouvriers qu'il côtoyait quotidiennement. Il comprit très vite leurs problèmes et s'employa aussitôt à les résoudre.

Il commença d'abord par utiliser le seul instrument qui existait : il entra à la section tunisienne de la C.G.T. (française). HACHED milita donc au Syndicat des Transports affiliés à la C.G.T. dont il ne tarda pas à devenir le Secrétaire Général. Puis ce fut l'évolution que nous indiquons par ailleurs; cette évolution qui va faire de lui la cheville ouvrière du mouvement de libération nationale et la cible des partisans les plus acharnés de la " Tunisie Française " qui vont le 5 Décembre 1952 mettre en œuvre leur lâche forfait.

" De très nombreux problèmes se posent à l'attention de la classe ouvrière et de l'organisation syndicale La situation sociale des travailleurs empire de jour en jour. Aux nombreuses questions posées depuis de longues années et non résolues, viennent sans cesse s'en ajouter d'autres qui aggravent la condition ouvrière en augmentant la misère dans les foyers. Les promesses continuent à ne pas être tenues...

Pendant ce temps, les prix continuent de monter en flèche, tandis que de toutes parts nous parviennent les cris de détresse des innombrables chômeurs dont les rangs grossissent à vue d'œil.

Comment arrêter la vague montante de ce mécontentement général de la classe ouvrière ? Une seule solution s'impose : elle est urgente, elle est capitale.

Sortir de cette léthargie dans laquelle les réactionnaires ont plongé la politique sociale dans le pays. Revaloriser immédiatement le pouvoir d'achat des masses. Bousculer les méthodes qui ont fait faillite. Se pencher résolument sur la réalité des choses. Puiser là où ils se trouvent les fonds nécessaires au financement d'un vaste programme de travaux d'intérêt public, d'équipement scolaire, sanitaire, de logements, de recherches hydrauliques.

Mettre fin aux errements criminels au moyen desquels des sangsues pompent sans désenparer la substance de notre sol, de notre sous-sol, de notre production et de nos efforts, sans profit réel pour le pays et pour le peuple.

Pratiquer, en un mot, une politique sociale hardie, conforme aux intérêts des masses populaires, en mettant au besoin hors d'état de nuire tous les adversaires de notre progrès et de notre relèvement. Les avertissements que donnent les travailleurs (.....) sont autant de signes précurseurs d'une période mouvementée que les pouvoirs publics ne font rien pour éviter, bien au contraire.

Le chômage grandissant met en émoi les villes et les campagnes. On ne s'étonnera pas de voir se multiplier les manifestations des sans-travail. Ventre affamé n'a pas d'oreilles ! et ni les statistiques, revues et corrigées, ni le vernissage de la vérité ne parviendront à changer la réalité brutale.

7

Et qu'on se garde bien de se leurrer d'illusions. faut que les hautes sphères dirigeantes se pénétrant une bc de l'élémentaire vérité que seuls les partisans de la polit de l'autruche veulent ignorer. Ce n'est pas à coup de menac de manoeuvres de petite ou de grande envergure, de mesures pides ou de formules plus ou moins désuètes qu'on parviendr obtenir l'appoint ".

" ... Il faut convenir, bon gré mal gré, qu'à for semer du vent on finira par récolter le seul produit de sa mence, qui ne peut être que la tempête.

C'est aux responsables de cette situation à se re saisir afin d'en atténuer le plus possible les effets. C'es eux qu'il appartient maintenant de dire s'ils veulent que l paix sociale règne dans le pays ou si, au contraire, ayant fait pour créer tous les motifs de crise, ils entendent mai nant exploiter pour leurs sinistres desseins la réaction lé time inévitable des travailleurs.

D'aucuns ne manquent pas d'interpréter ces lignes comme étant un appel a la révolte. Nous sommes trops soucie de l'intérêt de la classe ouvrière et de son avenir pour ne lui conseiller en toutes circonstances, le calme et la prud mais calme et prudence ne signifient pas résignation. Calme prudence n'excluent pas l'action réfléchié et la légitime d se en face des dangers mortels qui menacent la vie de nos masses laborieuses ".

Farhat HACHED

Extrait d'un article paru le 1
Avril 1951 " Mission "

FEDERATION SYNDICALE NORD-AFRICAINE

Il ne fait aucun doute que le sort des trois pays africains est intimement lié et leur cause est absolument c mune. Le Mouvement Syndical doit lier fraternellement et so dairement la classe ouvrière des trois pays sous forme d'un " Fédération Syndicale Nord-Africaine ... "

La réalisation de cette fédération nous tient à c d'une façon toute particulière et nous ne ménagerons aucun pour y parvenir.

Une classe ouvrière nord-africaine organisée dans puissante fédération syndicale, saura préparer un avenir me et contribuerait efficacement à l'instauration d'un régime s répondant aux besoins et aux inspirations des classes labor

(HACHED, Conférence Paris 20 Décembre 1946)

LA C.G.T.T. DE M'HAMED ALI 1924 - 1925

Face à cette situation intolérable, les travailleurs Tunisiens réagirent en quittant l'union départementale et, groupés autour de M'HAMED ALI, précurseur du syndicalisme tunisien et animateur d'un petit groupe de socialistes, fondèrent la C.G.T.T. en 1924. M'HAMED ALI fut l'un des premiers à constater l'indifférence voire même la méfiance que le syndicalisme traditionnel entretenait à l'égard des mouvements revendicatifs autochtones. Il lui apparut qu'il y avait place pour un syndicalisme qui défendrait authentiquement les masses laborieuses tunisiennes, qui joueraient son propre jeu : celui de la défense du monde du Travail sans discrimination aucune et sans attaches inconditionnelles au syndicalisme marqué par la prépondérance Cégétiste.

Le 3 Décembre 1924 naît la C.G.T.T. Cette accélération dans le développement du mouvement syndical tunisien étonne par sa spontanéité et son ampleur les autorités du protectorat, mais aussi les responsables de l'Union Départementale de la C.G.T. Devant la multiplication des grèves, le pouvoir colonial réagit brutalement machiavéliquement, s'assurant l'accord du Destour (l'Archéo), du parti réformiste Tunisien et même de certains syndicalistes de l'Union Départementale, il les amena à condamner " l'agitation syndicaliste " !

Le 5 Février 1925, M'HAMED ALI ainsi que trois autres membres de la Commission exécutive furent arrêtés. Peu de voix françaises s'élevèrent pour protester contre l'arrestation de ce précurseur et la dissolution de la C.G.T.T. qui s'en suivit. Reconnus coupables, le 16 Novembre 1925, de complot contre la sûreté de l'Etat (!) M,HAMEDALI et ses compagnons furent condamnés à de lourdes peines de prison, mais, bénéficiant de " circonstances atténuantes " on se contenta de les exiler. M'HAMED ALI mourra en exil. Cette première tentative fut donc très vite annihilée. JOACHIM DUREL, en plein accord avec LEON JOUHAUD, rendant compte de son action en Tunisie lors du congrès de 1927 de la C.G.T. française le fit en ces termes : " Nous avons eu à lutter contre une C.G.T.T., qui a voulu se constituer en face de nous et qui s'appelait la Confédération Générale des Travailleurs Tunisiens, d'inspiration purement arabe, il nous a fallu lutter contre ces scionistes "..... (1)

...../.....

Le mouvement ouvrier des origines jusqu'en 1957 x

Le fait colonial a disloqué en Tunisie l'économie traditionnelle. En effet à côté de l'économie de subsistance de la période pré-coloniale, la colonisation a créé des exploitations agricoles modernes, des entreprises commerciales et donné naissance à un secteur industriel.

La population semi nomade des steppes qui poussait ses troupeaux jusque dans la zone du Tell s'est trouvée refoulée vers le Sud par l'avancée de l'agriculture coloniale. La pénétration des produits finis importés de la métropole a accentué quant à elle le bouleversement des structures traditionnelles de la société Tunisienne. Privé de sa terre la plus fertile, un peuple tend alors désespérément de survivre : Les pasteurs se sédentarisent, les migrations vers les centres urbains se multiplient, les artisans se ruinent à la ville comme à la campagne, la prolétarianisation des masses rurales s'accélère à la suite des mesures arbitraires d'expropriation, la main d'oeuvre, mal payée, sous alimentée, forme avec la grande masse des chômeurs (Fellahs sans terre et artisans prolétariés) l'essentiel de la population de la périphérie des grandes villes.

Une classe ouvrière commence à prendre conscience de sa situation misérable. Les conditions de la naissance du syndicalisme sont alors réalisées.

C'est vers les années 1905-1906 qu'on voit naître en Tunisie les premières organisations syndicales dont les éléments se recrutent exclusivement au sein de la colonie européenne. Les groupements ouvriers restent interdits aux Tunisiens. Cependant, au lendemain de la première guerre mondiale, les autochtones commencent à adhérer nombreux à l'union départementale de la C.G.T. Française. Ils ne tarderont pas à découvrir les conceptions paternalistes des responsables Cégétistes de l'époque qui refusaient aux Tunisiens le droit de participer à la direction des syndicats et s'opposaient à toute action en faveur de l'application du principe " à travail égal, salaire égal ". C'est essentiellement au niveau de la Fédération des fonctionnaires qu'une telle discrimination est la plus sensible, la législation mettant les Tunisiens au dernier rang dans l'échelle des salaires (il en est de même pour certaines catégories professionnelles : les cahiers des charges imposant aux entrepreneurs privés pour un même travail, un décalage dans les salaires selon que le travailleur est " européen ou indigène ").

LA NAISSANCE DE L'U.G.T.T.

a défaite des Troupes de l'Axe et la chute du régime de Vichy ramènent le rétablissement des libertés syndicales en Tunisie le 23 Décembre 1943. L'Union Départementale de Tunisie peut donc reprendre sa vie normale et organisa son Premier Congrès de la Libération en 1944.

C'est à ce congrès qu'apparut la ferme résolution de certains militants syndicalistes Tunisiens de faire revivre pour la troisième fois une C.G.T. Tunisienne et atteindre le but que s'était assigné M'HAMED ALI en 1924-1925.

C'est ainsi que des syndicats autonomes vont voir le jour. Une fois de plus ce furent les dockers qui prirent l'initiative. Le mouvement partit de Sfax sous l'influence du Secrétaire de l'Union locale des syndicats FERHAT HACHED agit alors avec rapidité. Suivi de la presque totalité des travailleurs de Sfax, il quitte " l'Union des Syndicats de Tunisie " et entreprit de créer dans chaque région des syndicats autonomes.

Le 20 Janvier 1946 au Congrès constitutif de la " Khaldounia " se réalisa la fusion de tous les syndicats autonomes du Nord, du Sud et des Syndicats des fonctionnaires.

L'écho rencontré par la nouvelle organisation (U.G.T.T.) dans le monde du Travail en Tunisie fut très important, puisqu'en 1946 elle comptait plus de 85.000 adhérents, chiffre qu'aucune organisation syndicale n'avait pu atteindre à ce jour dans notre pays.

l' U.G.T.T. et l'U.S.T.T.

Après la formation et le succès foudroyant de l'U.G.T.T. " l'Union Départementale de Tunisie " décide alors de se libérer, du moins formellement, de la tutelle Cégétiste. Elle devient alors l'U.S.T.T. Néanmoins l'expansion de l'U.G.T.T. va obliger l'U.S.T.T. compte tenu de la grande audience de la centrale de HACHED, à fermer successivement ses locaux à Sousse, Sfax, Kairouan, Bizerte, Béjà, le Kef, Mateur. C'est dans ce contexte qu'intervient la

.... /

LA SECONDE EXPERIENCE DE LA C.G.T.T. DE

GUENAOUÏ 1936-1938

À la faveur du Front populaire en France, le syndicalisme prit un nouvel essor et l'Union Départementale de Tunisie connut elle aussi un développement considérable. Forts du crédit de la victoire du Front populaire en France et du rejeunissement du mouvement national (naissance du Néo-Destour en 1934) les syndicalistes tunisiens qui avaient gardé l'espoir de faire revivre la C.G.T.T. brisée en 1925, ont réalisé cet espoir. Durant l'été de 1936 est créée la seconde C.G.T.T. de BELGACEM GUENAOUÏ.

BOUZANQUET, Secrétaire Général de l'Union Départementale, part en guerre contre la Confédération Tunisienne, et en Juin 1937, à la suite d'une manifestation organisée par la C.G.T.T., il n'hésitera pas à dire : " Le mouvement des manifestants ne tendait pas à défendre leur pain, mais à servir des desseins politiques "...

Le Néo-Destour et la C.G.T.T. constituèrent alors un Front commun face au pouvoir colonial : Ce fut la première manifestation en Tunisie de l'alliance de la classe ouvrière Tunisienne avec la Bourgeoisie et la petite bourgeoisie nationale. Brimées par le système colonial et consciente de la domination qui s'exerçait sur elles (éloignement du pouvoir, ségrégation entre fonctionnaires européens et tunisiens) ces couches sociales n'hésitèrent pas à se rapprocher de la classe ouvrière plus durement et plus directement exploitées par les forces coloniales.

★ Mais les tenants de " l'intégrité de l'Union Française " ne purent se résoudre à voir d'un bon oeil le Front C.G.T.T. - Néo Destour. C'est ainsi que l'Union Départementale apporta sa caution au pouvoir colonial lorsque celui-ci fit pression sur la C.G.T.T., lui conseillant d'adopter une "ligne d'action syndicale correcte " et de s'éloigner de toute revendication à caractère politique. BELGACEM GUENAOUÏ fut ébranlé par cet " ultimatum " et déclara se tenir à l'écart de toute action politique. Ceci n'empêcha pas la Résidence Générale, après avoir frappé le 9 Avril 1938, le mouvement national et décimé le Parti du Néo Destour, de se retourner contre la C.G.T.T. et de l'interdire la même année.

...../.....

démarche de l'U.S.T.T. tendant à unir le mouvement ouvrier en Tunisie. l'U.G.T.T. pose alors 3 conditions préalables :

- Seuls les militants tunisiens auront le droit d'être portés à la direction des organismes syndicaux au sein de la Centrale Tunisienne Unique.

- La langue arabe doit être la langue officielle du mouvement syndical Tunisien.

- Enfin le nom de la Centrale unique doit être l'UNION GENERALE TUNISIENNE DU TRAVAIL (conservant ainsi le sigle U.G.T.T.).

l'U.S.T.T. repousse alors ces conditions dont la troisième effectivement pouvait apparaître comme excessive, et part en guerre contre l'U.G.T.T. C'est ainsi qu'à l'occasion de la grève du mois d'août 1947, l'U.G.T.T. n'hésita pas à se désolidariser de l'UGTT. Louis SAILLIANT, dirigeant Cégétiste allant jusqu'à déclarer : " l'U.G.T.T. est une formation récente datant d'un an et demi, dont les inspirateurs sont membres de la Fédération Autonome des fonctionnaires Tunisiens, organisation d'inspiration nationaliste et raciste qui pratique une politique séparatiste de la France ..."

l'U.G.T.T. et la F.S.M.

Dès sa constitution l'U.G.T.T. envoie une demande d'affiliation à la Fédération Syndicale Mondiale. En décembre 1946 l'U.S.T.T. est admise à la F.S.M., mais la demande de l'U.G.T.T. n'est pas acceptée. Le Bureau exécutif de la F.S.M. invitait les deux organisations tunisiennes à rechercher un terrain d'entente en vue de l'unification du mouvement ouvrier tunisien.

La F.S.M. justifiant son attitude par le fait que l'U.G.T.T. dépendrait étroitement du Néo-Destour et qu'elle ne pouvait soutenir ce Parti. Les dirigeants de l'U.G.T.T. n'aspirant, selon la F.S.M. qu'à jouer un rôle politique et non à servir le mouvement ouvrier.

Le Secrétaire Général de la Centrale Internationale résuma la position de l'organisation en ces termes " Il existe en Tunisie depuis trente ans des organisations syndicales qui participent au mouvement syndical international par le canal de la C.G.T., les syndicats français les ont toujours soutenu en principe comme en fait, car elles correspondent aux conceptions syndicales qui sont les siennes ..."

.... /

Au début de l'année 1949 se produisit la Scission de F.S.M. les organisations américaines, anglaises, hollandaises etc.... se retirèrent. La F.S.M. commença alors à reconsidérer certaines de ses attitudes. Après avoir fait attendre l'U.G.T.T. trois ans (1946-1949) après avoir examiné onze fois le cas tunisien, le renvoyant chaque fois à la session suivante, après des enquêtes et des contres enquêtes (1) la F.S.M. donna une réponse favorable à l'U.G.T.T.

L'U.G.T.T. participa ainsi pour la première fois au congrès de la F.S.M. (Milan). Très vite les délégués tunisiens constatèrent que la F.S.M. qui certes se préoccupait de problèmes aussi importants que ceux posés par le plan Marshall, le pacte atlantique, les partisans grecs, les réfugiés républicains espagnols, négligeait un problème d'une importance capitale : celui de la décolonisation des peuples soumis au joug de l'impérialisme et en particulier les peuples d'Afrique.

L'U.G.T.T. fut amenée à reconsidérer son appartenance à la F.S.M.

La Centrale Tunisienne se tourna alors vers la C.I.S.L. constituée à Bruxelles en 1949.

En théorie la confédération Internationale des Syndicats libres prétend être " fermement attachée aux principes démocratiques qu'elle se fait le champion de la liberté humaine et qu'elle combat toutes les formes du totalitarisme et d'agression ", mais en pratique la C.I.S.L. combat le communisme comme " régime intolérable aux travailleurs ". C'est dans cette optique anti-communiste qu'elle va paradoxalement soutenir les mouvements syndicaux qui voyaient naissance dans les territoires coloniaux. Sa stratégie consistait à vouloir faire du nationalisme dans les pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine l'antidote du communisme....

Néanmoins aux yeux de HACHED, adhérer à la C.I.S.L. c'était essentiellement s'assurer des alliés et des sympathies à l'extérieur, soutien que la F.S.M. n'était pas disposée à assurer. Ceci dit, il est évident que les mobiles des dirigeants de la petite bourgeoisie nationaliste de la Direction du Néo-Destour étaient d'un autre ordre, il s'agissait pour eux de faire basculer vers le bloc occidental tout le mouvement de libération tunisien, et plus particulièrement une de ses organisations de masse la plus représentative : l'U.G.T.T.

l'U.G.T.T. face au problème colonial X

La C.G.T. française tout comme la F.S.M., ont malheureusement sous-estimé, pendant une période historique déterminée en

...../.....

Tunisie l'importance de la lutte anti-colonialiste et ont rejeté la bourgeoisie nationale dans le camp de la réaction, alors qu'à l'époque coloniale elle pouvait représenter un potentiel révolutionnaire non négligeable. Les Promoteurs de l'U.G.T.T., en particulier HACHED, pensaient quant à eux que les intérêts de la classe ouvrière sous le régime colonial ne saurait être séparé de ceux du mouvement politique de libération nationale. En effet, ils soutenaient à juste titre que dans un pays colonisé, la classe ouvrière est victime de deux sortes d'exploitation superposées : l'exploitation capitaliste inhérente au mode de propriété des instruments de production et au dessus d'elle une exploitation de type colonial qui pèse sur toutes les classes sociales de la population, y compris la classe ouvrière.

Toute tentative de libération des masses laborieuses devait dans l'esprit de HACHED, s'attaquer à ces deux formes d'exploitation, la priorité étant accordée à la domination politique qui est le plus visible. C'est pourquoi HACHED n'hésitera pas à dire : " Les hommes qui mènent la lutte politique sur le plan national trouveront à leurs côtés la classe ouvrière avec ses forces organisées et puissante, tant qu'ils oeuvreront à la réalisation de nos nobles desseins ".

A ceux qui, en mal d'arguments reprochaient à HACHED de faire de la lutte politique le leader syndicaliste leur répondait judicieusement : " Mais la politique est partout, si nous nous permettons d'ignorer la politique, la politique ne nous ignore pas." Dans sa lutte pour l'affranchissement et le progrès social, le travailleur tunisien se heurte à des obstacles politiques qu'il doit surmonter et il ne peut les surmonter qu'en se plaçant sur ce plan ".

Energiquement HACHED, représentant de la Centrale ouvrière tunisienne, va constituer avec la bourgeoisie nationale un front anti-colonialiste : celui du Néo-Destour et de l'U.G.T.T. Par des campagnes de presse et des tournées de propagande, la centrale ouvrière va s'attacher à lier dans l'esprit des masses le problème de la révolution sociale à la question coloniale.

HACHED est à l'origine du " Comité d'action pour les garanties constitutionnelles et la représentation populaire ". Celui-ci fondé le 12 Mai 1951 mobilise les forces vives de la nation pour la défense des idées de liberté, de démocratie et de justice.

Cette lutte contre les forces coloniales sur le plan social et sur le plan politique, HACHED la concevait comme devant être radicale; ne déclarait-il pas en effet : " il a fallu du sang le 5 Août 1947, il a fallu du sang à Enfidaville pour amener le gouvernement à réviser les salaires minima dans l'agriculture...

..../....

démarche de l'U.S.T.T. tendant à unir le mouvement ouvrier en Tunisie. L'U.G.T.T. pose alors 3 conditions préalables :

- Seuls les militants tunisiens auront le droit d'être portés à la direction des organismes syndicaux au sein de la Centrale Tunisienne Unique.

- La langue arabe doit être la langue officielle du mouvement syndical Tunisien.

- Enfin le nom de la Centrale unique doit être l'UNION GENERALE TUNISIENNE DU TRAVAIL (conservant ainsi le sigle U.G.T.T.).

L'U.S.T.T. repousse alors ces conditions dont la troisième effectivement pouvait apparaître comme excessive, et part en guerre contre l'U.G.T.T. C'est ainsi qu'à l'occasion de la grève du mois d'août 1947, l'U.G.T.T. n'hésita pas à se désolidariser de l'UGTT. Louis SAILLIANT, dirigeant cégétiste allant jusqu'à déclarer : " l'U.G.T.T. est une formation récente datant d'un an et demi, dont les inspirateurs sont membres de la Fédération Autonome des fonctionnaires Tunisiens, organisation d'inspiration nationaliste et raciste qui pratique une politique séparatiste de la France ..."

l'U.G.T.T. et la F.S.M.

Dès sa constitution l'U.G.T.T. envoie une demande d'affiliation à la Fédération Syndicale Mondiale. En décembre 1946 l'U.S.T.T. est admise à la F.S.M., mais la demande de l'U.G.T.T. n'est pas acceptée. Le Bureau exécutif de la F.S.M. invitait les deux organisations tunisiennes à rechercher un terrain d'entente en vue de l'unification du mouvement ouvrier tunisien.

La F.S.M. justifiant son attitude par le fait que l'U.G.T.T. dépendrait étroitement du Néo-Destour et qu'elle ne pouvait soutenir ce Parti. Les dirigeants de l'U.G.T.T. n'aspirent, selon la F.S.M. qu'à jouer un rôle politique et non à servir le mouvement ouvrier.

Le Secrétaire Général de la Centrale Internationale résuma la position de l'organisation en ces termes " Il existe en Tunisie depuis trente ans des organisations syndicales qui participent au mouvement syndical international par le canal de la C.G.T., les syndicats français les ont toujours soutenu en principe comme en fait, car elles correspondent aux conceptions syndicales qui sont les siennes ..."

.... /

important vers l'Indépendance et d'un autre côté les partisans du Secrétariat Général dirigés par BEN YOUSSEF qui soutenaient que l'autonomie interne était une duperie. De l'opposition politique le "Youssefisme" passe à l'action violente. Il a pu rallier à lui les éléments les plus traditionnalistes (aile conservatrice de la Bourgeoisie nationale, régionalistes, vieux destouriens etc...) Un clivage social s'établit : d'un côté la petite bourgeoisie intellectuelle et le monde ouvrier et d'un autre côté des éléments conservateurs. l'U.G.T.T. n'hésita pas à s'allier à l'aile la plus progressiste de la bourgeoisie nationale : c'est à dire aux partisans du Bureau politique.

Incontestablement le soutien précieux de la centrale ouvrière aux partisans du Bureau politique a été décisif pour vaincre le mouvement dissident. En effet le voyage de BEN SALAH SALAH dans le Sud en compagnie de BOURGUIBA sonna le glas des espoirs youssefistes.

La part active prise par l'U.G.T.T. dans l'arène politique ne cessait d'augmenter : Lors des élections du 25 Mars 1956 le Front National U.G.T.T. Néo Destour emportait 95% des suffrages l'U.G.T.T. eut alors quatre représentants au premier ministère de BOURGUIBA. Au sein de l'Assemblée constituante l'U.G.T.T. avec la participation des Néo-destouriens s'efforça de réduire au minimum la notion de co-souveraineté du Monarque et du peuple. Pour éliminer dans les faits la souveraineté Bélylicale, la Constituante dut étendre ses prérogatives à tous les domaines politiques, institutionnels et législatifs. Elle s'arrogea ainsi le droit de tout régir en vertu des pleins pouvoirs qu'elle détient du Peuple. Voici la motion de l'UGTT à cette occasion " l'Assemblée Nationale Constituante tout en conservant sa vocation constitutionnelle ne pourra rester indifférente à l'égard des affaires de l'Etat notamment celles relatives au budget et aux questions économiques et sociales qui présentent un caractère d'urgence " Faisant écho à cette revendication la constituante vota le 24 Avril 1956 une motion organisant ces interventions de l'Assemblée dans les problèmes fondamentaux du pays.

Mais si l'U.G.T.T. était très puissante elle était aussi autonome par rapport au Néo-Destour, cette autonomie s'exprimant notamment par une conscience claire de la nécessité d'une stratégie de développement qui rejeterait l'option capitaliste libérale. Ce qui n'était pas à l'époque le cas pour le Néo-Destour. C'est ainsi que le programme économique de l'U.G.T.T. adopté lors de son 6ème congrès de Septembre 1956 mettait l'accent sur l'importance de la planification conçue non seulement en tant " qu'instrument d'efficacité économique mais surtout en tant qu'instrument de socialisation " et prônait par ailleurs comme valeur de base de l'activité économique le " Capital Travail " par opposition au "capital argent."

Intéressant mais schématique , le programme de l'U.G.T.T. avait pour l'époque un caractère global et progressiste incontestable puisqu'il posait les grandes lignes d'une doctrine économique assez avancée l'année même de l'indépendance de la Tunisie.

...../...

l'U.G.T.T. se présentait ainsi aux yeux de l'opinion comme la force sociale et politique la plus radicale. La puissance de la centrale ouvrière, les références constantes dans ses écrits de 1956 aux "révolutions défigurées", tout cela allait entraîner la riposte du Néo-Destour en vue de neutraliser l'U.G.T.T.

LA LUTTE DU NÉO-DESTOUR CONTRE L'U.G.T.T.

La lutte du Parti contre le Syndicat va se faire sur un double front au sein de l'Assemblée et à l'intérieur de la centrale ouvrière. Dans la lutte du Front U.G.T.T. - Néo Destour contre la co-souveraineté du monarque et du Peuple s'est constitué pratiquement tous les attributs d'un régime parlementaire non pour gêner le Gouvernement de BOURGUIBA mais pour concrétiser la souveraineté du peuple au détriment du Souverain.

Cette pratique a habitué les députés syndicalistes à émettre des critiques sur la politique gouvernementale et à posé pratiquement le problème de la responsabilité ministérielle par le biais du contrôle parlementaire. Le 24 Avril 1956 BEN SALAH soutenant à l'intérieur de l'assemblée une motion sur la nécessité de contrôler la politique du Gouvernement en matière de finances publiques, de législation sociale, de politique étrangère et mentionnant la possibilité de convoquer l'Assemblée sur l'initiative du tiers des députés. Il ira jusqu'à faire un réquisitoire très animé au moment de la discussion du budget contre la politique du Gouvernement. Ce qui amènera BOURGUIBA à lui répondre en ces termes: " Il ne faut pas que les revendications égalitaires prennent l'accent de pression revancharde et destructive des démunies contre les possédants .."

BEN SALAH se faisant le porte parole de la Grande masse des militants de l'Union affirmera : " Pour la première fois en Tunisie les notions de droite et de gauche vont apparaître et seront consacrées sur le plan d'une assemblée; que des oppositions surgissent, nous n'en sommes pas surpris " ajoutant " que la Grande bourgeoisie Tunisienne sait ce qu'elle fait en détournant le peuple de la lutte sociale et il est inadmissible que le Gouvernement lui emboîte le pas ".

La Direction du Néo-Destour sent alors la nécessité de freiner ce régime parlementaire qui risquait de lui être préjudiciable. En attendant de régler le différend qui l'opposait à l'UGTT BOURGUIBA va commencer par réduire le rôle de contrôle de l'Assemblée en la confinant dans sa tâche constituante. Le Leader du Néo-Destour déclarant à ce propos au Députés " Les contacts directs répétés qui se sont instaurés entre les membres du Gouvernement et les Constituant ont été positifs et se sont révélés justifiés. Bien que cette assemblée ait été élue pour une autre tâche qui n'est pas encore achevée le Gouvernement tiendra compte de vos vœux et de vos suggestions dans la mesure du possible. "

Ayant limité l'action des syndicalistes au sein de l'Assemblée le Néo-Destour se tourne contre la centrale ouvrière;

La crise entre le Gouvernement et la Centrale ouvrière, était latente, elle fut décisive.

Aux yeux de la bourgeoisie terrienne et de la grosse bourgeoisie affairiste soutenues par le Gouvernement, un affaiblissement du mouvement syndical était nécessaire pour faire régner " la paix sociale ".

Faire éclater l'U.G.T.T. de l'intérieur, voilà la meilleure manière d'en finir avec un syndicat qui osait parler d'égal à égal avec le Néo-Destour et qui commençait à acquérir une influence de plus en plus grande dans les campagnes tunisiennes, gênant les gros agriculteurs que la récente promulgation du statut de l'ouvrier agricole avait " frappés de stupeur ". L'hostilité de HABIB ACHOUR pour certains dirigeants syndicaux fut mise à profit par le Néo-Destour pour provoquer, le 20 Octobre 1956, une scission au sein de l'Union. La nouvelle Centrale U.T.T. prit d'emblée, sous la direction de HABIB ACHOUR, un caractère régionaliste et malgré les déclarations démagogiques de ses responsables, ne put cristalliser en son sein la masse des travailleurs tunisiens: l'U.G.T.T. restait la Centrale la plus représentative.

L'appui donné par le Néo-Destour à la nouvelle Centrale est certain, le télégramme du 3 décembre 1955 de BOURGUIBA à l'U.T.T. en témoigne : " Je vous prie de transmettre aux travailleurs de l'U.T.T. mon espoir de voir se réaliser l'unité syndicale pour une action féconde et constructive dans le cadre d'une Unité nationale loin des théories criminelles de lutte des classes et de la haine entre les fils d'une même nation... "

L'U.T.T. très proche du Néo-Destour demande alors à BOURGUIBA d'intervenir afin de mettre un terme aux agissements de certains dirigeants de l'U.G.T.T. agissements qui selon eux risqueraient d'avoir des conséquences fâcheuses.

C'est alors que le Néo-Destour, plus que jamais décidé à éliminer BEN SALAH et les idées dont il s'était fait le défenseur, prit l'initiative de monter la sinistre comédie que fut la " réunification du mouvement syndical ". Le Secrétaire Général de l'U.G.T.T. qui se trouvait alors à Casablanca pour débattre des problèmes communs aux trois Centrales maghrébines, fut limogé le 26 décembre 1956.

Le plan machiavélique destiné à briser l'élan syndical et à vider l'U.G.T.T. de son contenu progressiste apparaissait ainsi clairement et le Président BOURGUIBA lui-même, commentant, le 27 décembre, la crise de la Centrale ouvrière, déclarait : " l'Union Nationale n'a de sens que si les éléments qui la composent tendent par-delà les divergences vers un but. Il en va de même pour l'unité syndicale, elle a été compromise ces dernières semaines, des dirigeants du mouvement ouvrier se sont trouvés dans la nécessité logique de se

...../.....

débarrasser des éléments qui, au sein du monde ouvrier, étaient à l'origine du mal " .

Devant cet état de fait BEN SALAH s'incline malgré la vive effervescence qui va agiter la base de la centrale. Rappelons entre autre la réunion du vendredi 28 décembre 1956 en Assemblée extraordinaire des délégués de toutes les Unions Régionales, locales et des Fédérations et syndicats de Tunis qui a adopté à l'unanimité une motion adressée à la commission administrative, protestant énergiquement contre l'éviction de BEN SALAH du Secrétariat Général et lui demandant de revenir sur cette décision afin d'éviter les contre décisions qui seraient prises par la classe ouvrière consciente de toutes ses responsabilités pour sauvegarder son unité et son existence. L'obéissance de BEN SALAH est récompensée, après une cure de silence, par sa nomination au poste de ministre de la santé publique en juillet 1957.

Quant aux cadres scissionnistes, leurs nominations à de hautes fonctions au sein de l'appareil d'Etat constituent une preuve supplémentaire de la complicité du Néo-Destour.

L'U.G.T.T. écrasée en tant que force syndicale et politique le Néo-Destour aura le monopole de la vie politique en Tunisie. Cela aura essentiellement deux conséquences :

- l'intimidation de la classe ouvrière avec promulgation de la loi sur " l'autorisation préalable de grève ". La classe laborieuse n'ayant plus de force syndicale apte à défendre réellement ses droits, se verra dépouillée d'une arme pour laquelle elle a longuement lutté durant la période coloniale.

- La loi sur l' "outrage au sentiment public " formule vague et très floue, qui permettra facilement au gouvernement de mettre en accusation toute personne qui oserait faire des critiques sur la politique menée par les gouvernants.

Le 19 Avril 1957 le Président BOURGUIBA opère la "réunification " du syndicalisme tunisien sous l'égide du Néo-Destour croyant avoir réglé définitivement le sort du mouvement ouvrier : il s'apercevra par la suite qu'il s'était trompé car l'U.G.T.T. fera encore parler d'elle et pesera encore lourd sur la vie politique de notre pays.

---§-§-§---

DE 1957 à la CRISE de 1964

" Dans un pays comme la Tunisie, la chance aura été la marche en commun, intégrés du mouvement syndical et du mouvement national. Cette union était jusqu'ici le gage d'une révolution à contenu authentiquement social et humain. Les séquelles du colonialisme ont cependant réussi à les désintégrer ou du moins à vider leur union du potentiel de révolution économique qui faisait l'espoir des masses pauvres de ce pays. Nous espérons que ce malentendu ne durera qu'un temps et que les dirigeants tunisiens opteront à coup sûr pour une politique économique dynamique en étroite liaison avec le mouvement uni des travailleurs ".

L'Homme qui, en Juin 1957, écrivait ces quelques lignes savait que ce qu'il appelle le " malentendu " n'allait pas être levé; il en était, consciemment ou inconsciemment, le principal responsable.

En effet, Ahmed BEN SALAH en " abdiquant " le 26 décembre 1956, avait signé l'acte de condamnation de cette centrale à laquelle HACHED avait voué sa vie.

Cette Centrale qui a joué dans la résistance un rôle de premier plan, se dressant contre les monopoles impérialistes, luttant sans relâche contre le Protectorat, rassemblant et organisant les plus larges masses, cette centrale donc allait connaître son heure de vérité durant les années 56-57.

Alors que la situation de l'U.G.T.T. ne l'y obligeait pas du tout, on a vu comment BEN SALAH a capitulé devant la minorité scissionniste. Marc HEURGON dans un article de la revue Esprit (Juin 57), terminait par une question : " Cette acceptation n'est-elle pas en réalité fondée sur la confiance que ceux-ci (les dirigeants, BEN SALAH en tête) placent dans la force de leur mouvement ? N'est-elle pas un acte de foi dans la volonté populaire qui rendra son verdict lors du Congrès extraordinaire de Juin prochain : "

Hélas il n'en fut rien, Le VII^e Congrès ne fit qu'entériner une situation de fait : A la suite de rencontres au sommet provoquées par le Président BOURGUIBA, le projet de réunification aboutit . La volonté populaire n'eut pas à rendre de verdict. On le lui imposa ..

.../...

L'U.G.T.T. devint une " filiale " du Destour. L'arri-
visme de bon nombre de responsables syndicaux, le manque de
fermeté sur les principes de ses dirigeants, les éloignaient
des travailleurs.

Coupée des masses en qui elle ne trouvait pas l'écho
d'avant 1956, l'U.G.T.T. allait sous la direction de Tlili pren-
dre la voie de " l'affiliation " totale et inconditionnelle du
Néo-Destour. Le leit-motiv de l'U.G.T.T. jusqu'au VII^e Congrès
fut celui de l'Union nationale. Cette notion appelle certaines
précisions.

S'il est vrai que le capitalisme national doit lutter
contre les monopoles étrangers, il n'en perd pas moins son ca-
ractère propre de tout capitalisme : En effet, le capitalisme
qu'il soit national ou pas, est mû par la règle du profit dont
la source est l'exploitation des travailleurs. Il en résulte une
aggravation de la misère; ce qui fait que le patron même imbu
de paternalisme n'améliorera pas de lui-même la situation des
travailleurs, mais c'est sous la pression des ouvriers et en
premier lieu de leurs syndicats qu'il le fera. A défaut de cette
vigilance les patrons ayant les mains libres, n'auront qu'un
but : voir le pays s'édifier dans leur intérêt exd usif, dans
l'intérêt de leur classe minoritaire.

LE VII^e Congrès :

Il eut lieu en 1960. Dès les premières interventions,
quelques délégués donnèrent le ton en s'élevant avec violence
contre ceux qui veulent obtenir l'abolition des lois sociales
afin de " tunisifier l'exploitation des travailleurs " .

Les ouvriers ont réclamé : la sauvegarde des droits
acquis pour lesquels ils ont dû déployer de grands efforts. Le
Congrès-comme de bien entendu - n'envisagera pas et n'apportera
pas les solutions voulues. Le fait positif de ce Congrès fut
que les masses commencèrent à reprendre conscience. En fait
que s'est-il passé ?

Le patronat, non content d'avoir mis en veilleuse le
mouvement revendicatif, a profité de cette situation pour léga-
liser cela en modifiant, par exemple, la composition du Con-
seil de Prudh'homme : En effet patrons et ouvriers n'ont plus
qu'une voix consultative. Seul le juge conserve le pouvoir
judiciaire. Des mesures de cet ordre ne pouvaient que provoquer
le mécontentement des ouvriers.

Mais le grand tournant se situe après Bizerte. Les masses ont saisi les limites de concession du Pouvoir. Elles ont compris que l'essor de la Tunisie doit se faire pour elle et avec elle.

Les grèves de Septembre 1962 (les mineurs de Redeyef M'dhilla et les ouvriers de la TAT) pour être revendicatives n'en sont pas moins symptomatiques. Elles se sont faites contre le grè. des dirigeants syndicaux soumis au gouvernement et indirectement contre le gouvernement lui-même.

Ces grèves, par leur caractère revendicatif, annoncent le début d'une ère nouvelle pour la classe ouvrière, ce qui permettra la renaissance et la combativité du Mouvement Syndical tunisien.

LA POLITIQUE EXTERIEURE :

Le manque de vitalité du Syndicat sur le plan interne va se trouver compensé par une intense activité sur le plan extérieur.

L'U.G.T.T. suivant toujours la ligne politique du Néo-Destour va prendre résolument une position pro-occidentale qui en fera très vite le meilleur pion de la C.I.S.L. en Afrique.

Pour saisir davantage la gravité et les dangers de cette politique qui va à l'encontre des intérêts des travailleurs tunisiens, Nord Africains et Africains d'une façon générale, voyons brièvement quelle était l'action de HACHED dans ce domaine :

La politique extérieure de l'U.G.T.T. sous l'impulsion de HACHED

" l'U.G.T.T. ", première organisation syndicale indépendante d'Afrique du Nord, fait appel à tous les travailleurs Nord-Africains de toutes conditions, afin de s'organiser en syndicats autonomes dans toutes les villes d'Algérie et du Maroc, qu'ils soient ouvriers de l'Industrie, du Commerce ou de l'Agriculture, Employés des Services Publics, fonctionnaires... Ces mêmes syndicats devant se constituer en Unions régionales et centrales afin de hâter le jour où naîtra la FEDERATION SYNDICALE NORD AFRICAINE lors d'un congrès historique et qui prendra en main les destinées des travailleurs de nos trois peuples ".

Voilà comment, dès le 21 mars 1947, HACHED posait les premiers jalons visant à réaliser l'unité syndicale Nord-africaine.

D'autre part, l'U.G.T.T., sous l'impulsion de HACHED, adhéra à la F.S.M. le 1er Janvier 1949. " Il l'a fait essentiellement dans le souci constant d'agir en liaison avec les partis et les organisations démocratiques étrangères. "

Si l'U.G.T.T. a quitté la F.S.M., c'est que dès 1947, celle-ci, délaissant les objectifs syndicaux va s'occuper davantage de problèmes de politique internationale - importants certes - tels

.../...

que : Plan Marshall, Corée, Vietnam; mais qui ne lui permettaient plus d'envisager le phénomène de prise de conscience des masses maghrébines. Nous connaissons les autres raisons de la rupture avec la F.S.M. et les causes de l'affiliation à la C.I.S.L. On épiloguera encore là-dessus. Mais une chose est certaine : HACHED, en quittant la F.S.M., n'a nullement agi par anticommunisme. D'autre part, la C.I.S.L. à laquelle il venait d'adhérer n'était pas encore ce qu'elle est aujourd'hui : une filiale du " State Département " à la solde des trusts américains.

De Casablanca à Dakar :

En Mai 1960, les dirigeants des syndicats africains, à savoir ceux de la Guinée, du Mali, du Maroc, de l'Algérie, de la Tunisie, du Ghana, de la RAU, réunis à Casablanca décidèrent la création de la Fédération Syndicale Panafricaine en vue de réaliser l'autonomie du mouvement syndical africain. Ce fut pour TLLI l'heure du choix.

Alors que HACHED ne voyait en l'adhésion à la C.I.S.L. qu'une tactique, une étape nécessaire avant la création d'une Fédération syndicale Nord-Africaine ou même africaine indépendante, le Bureau Exécutif actuel, lui, était et est totalement soumis à la C.I.S.L.

Cette politique de soumission ne laissait pas aux délégués tunisiens la liberté de choisir. Ils quittèrent la Conférence de Casablanca faisant ainsi preuve de trahison à l'égard de la classe ouvrière tunisienne. Mais ce n'est pas tout !

Sur les conseils diligents de la C.I.S.L. Tlili décida de contacter les centrales des pays " africains des pays nouvellement indépendants ", en particulier ceux de l'ex-Communauté française. C'est là qu'il comptait trouver des syndicats authentiques ! Son attitude frisait l'indécence. Ainsi ni l'U.M.T. ni l'U.G.T.A., ni la Centrale guinéenne ne seraient des syndicats authentiques ! Les syndicats authentiques seraient ceux de FULBERT YOULOU, de HOUPHOUET BOIGNY et pourquoi pas un jour ceux de TSCHOMBE ?

En allant à Dakar participer à la création de la Confédération Syndicale Africaine (C.S.A.), le Bureau Exécutif de l'UGTT a renié les principes de HACHED. Plus grave encore, il a fait le jeu des néo-colonialistes français aussi bien qu'américains dont l'objectif principal est de diviser le mouvement syndical africain.

L'U.G.T.T. au passé si glorieux a eu ce triste honneur. Les dirigeants " syndicaux " tunisiens, en favorisant la création de cette Confédération fantôme, ont endossé une terrible responsabilité. La classe ouvrière ne manquera pas de leur demander des comptes.

Le 13 Décembre 1962, s'est réuni à Tunis le Conseil Général de cette Confédération.

Le fait important pour nous, ce n'est pas tant le rapport d'activités ni même les résolutions adoptées lors de ce Conseil, que que le discours d'ouverture du Secrétaire Général de l'U.G.T.T.

Parlant des difficultés que rencontre la C.S.A., il a souligné le manque de cadres mais surtout " la gêne due à notre indépendance vis-à-vis des gouvernements, des partis et des Internationales ", puis s'adressant aux gouvernements africains, il leur a demandé " de coopérer loyalement avec les forces populaires à l'avant-garde desquelles se trouve le mouvement syndical, car en effet que voyons-nous ? ici, c'est une centrale syndicale qui est supprimée par simple décret, là c'est encore la discrimination sur le plan des salaires, ailleurs ce sont les tentatives de domestication du syndicat par un parti unique et les tentatives de diviser le mouvement syndical ... Vous voyez, camarades, ce que je vise et qui je vise..."

Cela se passe de commentaires ! l'U.G.T.T. n'a-t-elle pas connu une tentative de division ? La classe ouvrière n'a-t-elle pas subi de multiples discriminations sur le plan des salaires ? La Centrale tunisienne n'est-elle pas domestiquée ?

LA CRISE DE 1964

AU LENDEMAIN DE LA DEVALUATION

Six années d'un conformisme remarquable n'empêchèrent pas AHMED TLILI, qui se serait, semble-t-il fait l'avocat d'une certaine démocratisation du pouvoir, d'être amené à céder la place à HABIB ACHOUR.

Et voilà qu'aujourd'hui l'actuel secrétaire général de l'U.G.T.T. pourtant si proche du gouvernement, déplaît à nos gouvernants. En effet, l'U.G.T.T. n'a t-elle pas émis, timidement certes, une note discordante au milieu de la vague d'approbation " inconditionnelle et spontanée " orchestrée par le parti au pouvoir ?

En vérité, et c'est en cela que le rappel de la scission de 1956 est important, le problème n'est pas celui d'hommes à qui " il arrive de ne pas être d'accord avec le gouvernement sur un point " (1) bien au contraire, il est celui de la centrale ouvrière face au Parti destourien. Car le mécontentement de la base au sein de l'U.G.T.T. et le déchaînement du pouvoir contre elle ne sont en fait que le résultat de la lutte incessante qui existe depuis 1956 entre d'une part le Néo-Destour, qui cherche une intégration totale et sans condition de la centrale et d'autre part une fraction de plus en plus grande de la base de l'U.G.T.T. soucieuse d'autonomie à l'égard du gouvernement.

Le journal " Le Monde " ne qualifiait-il pas la position de l'U.G.T.T. comme étant " des murmures provenant d'une organisation plusieurs fois épurée ", ce qui constitue " un fait significatif dans le climat politique et social tunisien " ?

Les Causes du mécontentement de la base de l'U.G.T.T.

Sous le protectorat, les travailleurs tunisiens, grâce à leur dynamisme, à leur solidarité et à la fidélité de leurs dirigeants, ont pu, alliant le combat politique aux luttes syndicales, gagner plusieurs batailles sociales et arracher aux colonisateurs des concessions importantes.

Or, depuis l'indépendance, les salaires sont restés " immobiles ". Bien plus, les revenus ont été à plusieurs reprises amputés, la diminution des indemnités familiales et des participations, théoriquement facultatives bien sûr, mais toujours obligatoires en fait, à diverses campagnes (telles celles de l'emprunt national, la

Discours de Bourguiba du 22 octobre 1964

contribution à la défense nationale, la participation au capital de la S.N. , la lutte contre le sous-développement, etc..) ont sérieusement entamé les revenus des salariés. La situation des couches les plus pauvres de la population et plus particulièrement celles du monde rural devient d'année en année de plus en plus préoccupante.

Bien plus, cette baisse effective du montant des salaires s'est aggravée par une hausse continue et importante des prix. Cette hausse est attestée par les chiffres publiés par le S.E. au Plan dans l'annuaire des statistiques : l'indice général des prix est passé de 2.915 en 1955 à 3.205 en 1962 (base 100 en 1938). En 1962, le service des statistiques a établi un nouvel indice général des prix de détail à Tunis, base 100 en 1962, avec une nouvelle pondération plus conforme aux réalités tunisiennes. En Septembre 1964, l'indice des prix est déjà passé à 106. Le coût de la vie a donc augmenté (du moins pour Tunis) de 6% au cours des deux dernières années. Pour ces raisons, la nécessité d'augmenter les salaires est donc devenue de plus en plus évidente aux yeux de la base de la centrale syndicale qui n'a pu, comme du reste tout le peuple tunisien, rester indifférente à l'enrichissement des couches privilégiées de la population.

Face à une telle situation, les responsables syndicaux se sont contentés d'émettre des vœux timides d'amélioration de la situation matérielle des salaires.

Comment pouvaient-ils faire autrement eux qui, dès la scission et la " réunification de l'U.G.T.T. sur de nouvelles bases " ont été largement associés au Pouvoir, à ses privilèges et à ses avantages matériels. Pour ces raisons, les dirigeants syndicaux ont perdu toute combattivité et se sont contentés, depuis leur prise en main de la centrale syndicale, de contenir et de canaliser le mécontentement des masses laborieuses. De défenseurs des ouvriers des villes et des campagnes auprès du pouvoir, ils sont devenus les avocats du régime auprès de ceux qu'ils sont censés représenter.

Epousant la thèse officielle de l'association Capital-Travail, se refusant, et pour cause, à reconnaître l'évidence : la naissance et le développement de nouveaux privilèges, ils sont même allés jusqu'à demander de nouveaux sacrifices aux ouvriers au nom de " l'union nationale " et de " l'intérêt général "

Par excès de docilité, alors même qu'ils sont présents au sommet du parti, ces dirigeants syndicaux n'ont pas pu empêcher la création de cellules destouriennes professionnelles, ce qui constitue une nouvelle division dans les rangs de la classe ouvrière. Cette atteinte à l'unité de la classe ouvrière, ils l'ont acceptée tout en sachant combien elle porterait préjudice à leur centrale syndicale.

Blocage des salaires, appels de la part de dirigeants à de nouveaux sacrifices au nom d'idéologies étrangères à la classe ouvrière, tentative de division du monde du travail, telles sont les principales raisons du mécontentement de la base de l'U.G.T.T. Une telle situation pouvait-elle s'éterniser ? Non, et déjà cet été nous pouvions constater une " relance " au niveau de la base de l'U.G.T.T. Que ce soit à l'Union de Sousse, à la Fédération de la Santé publique, à la section P.A.V.A. (agriculture) (1) ou au cours du Conseil national de la Fédération des Fonctionnaires, bon nombre de responsables des sections de l'Union ont fait preuve d'une maturité politique et syndicale certaine qui a surpris plus d'un observateur. Il n'est donc pas étonnant de constater que les dirigeants de l'Union n'ont pu éviter que le Conseil national de l'U.G.T.T., réuni les 29 et 30 Août, proclame : " la nécessité de pratiquer une politique sociale qui assure dès maintenant l'amélioration du pouvoir d'achat par l'augmentation des salaires, promise plus d'une fois, son application dans les plus brefs délais et sa généralisation dans tous les secteurs ".

C'est dans ce contexte que le gouvernement tunisien a annoncé les réformes monétaires.

Le Blocage des salaires : UNE INJUSTICE REVOLTANTE

Que le gouvernement tunisien, ayant imposé les options politiques que l'on sait aux responsables de notre planification depuis 1960, se soit trouvé dans l'obligation de dévaluer le dinar, cela peut être considéré comme une décision nécessaire. Par contre, et nous le disons dans notre article sur la dévaluation, cette mesure, qui prouve les déficiences de la politique économique et financière pratiquée jusqu'ici, ne peut en aucune manière être considérée comme " salubre ". C'est dans une révision radicale de toutes les options, politiques, économiques et sociales, faites par le Néo-Destour et tout récemment par le P.S.D. qu'il faut rechercher la véritable solution. Mais nous nous refusons à voir dans la dévaluation ces conséquences mécaniques dans l'optique capitaliste : nécessité de blocage des salaires. Car, partir de cette donnée, c'est accepter objectivement de prendre une décision injuste dont le caractère de classe ne fait aucun doute.

(1) La section de l'UGTT de la P.A.V.A. a élaboré, au lendemain des nationalisations du 12 mai, un document très intéressant sur la réorganisation de ce service et les grandes lignes d'un projet de réforme agraire.

- Union régionale de Sousse : grève dans une industrie de matière plastique

- Santé • Hôpital de la Manouba • Motion du personnel publique

En effet, la dévaluation, provoquant une augmentation de près de 35 à 40% du prix des produits importés, sera facilement supportée par les couches les plus riches, mais elle pèsera lourdement sur le niveau de vie des couches moyennes (petits fonctionnaires, ouvriers d'industrie, petits commerçants, artisans) et sera ressentie, quoique d'une manière moins sensible, par les masses rurales.

C'est ce que la base de l'U.G.T.T. a immédiatement compris. Les protestations énergiques enregistrées ici et là dans les rangs des ouvriers et des dirigeants locaux, la difficulté qu'on a eue dans plusieurs syndicats de tenir des réunions dans le calme et la passivité connus jusqu'alors, tout cela a amené la Direction de l'U.G.T.T. à prendre position.

C'est ainsi qu'après quelques jours d'hésitation et de flottement, la C.A. de l'U.G.T.T. a adopté une motion dans laquelle, après avoir bien sûr pris le soin d'appuyer la politique monétaire du gouvernement, elle réclame une légitime compensation immédiate résultant de l'augmentation du coût de la vie " et " une politique d'austérité à tous les niveaux et dans tous les domaines ". La réaction ne se fit pas attendre. Presse, parti et gouvernement attaquèrent de concert cette organisation, qui avait osé observer des restrictions à la " sagesse permanente " de nos responsables politiques !

Une action sur deux fronts : à l'extérieur et à l'intérieur
de la centrale

Par l'ampleur de sa réaction, le Destour a tenu à ce qu'on tire une leçon définitive de cette éphémère crise. Le Néo-Destour ne tolère plus aucune opposition, voire aucune réserve. Une vague de télégrammes émanant des cellules destouriennes professionnelles et de quelques " responsables " syndicaux aux ambitions non-encore totalement satisfaites, approuvant la mesure gouvernementale et dénonçant la prise de position de l'U.G.T.T., fut orchestrée sur les ondes et dans la presse par les responsables du parti.

Le parti attaqua d'abord les " éléments suspects " au sein de la centrale qui " sèment la division " puis ce fut la centrale elle-même qui fut accusée de " logomachie revendicatrice " d'avoir une " conception révolue du syndicalisme " et de vouloir " saboter " par ses réserves " la remise en ordre des finances : planche de salut de l'économie. "

.../...

Parallèlement, au sein de la centrale, on assista à une série de manoeuvres tendant à faire pression sur les responsables pour l'annulation de la décision de la commission administrative. Les pressions se faisant très grandes au sein de la Fédération de Tunis, le bureau de cette dernière, en collaboration avec le comité de coordination de Tunis du Néo-Destour, désavoua la commission administrative et dénonça " les agissements de certains syndicalistes susceptibles de porter atteinte à la communauté de pensée entre le Néo-Destour et l'U.G.T.T."

Mettant à profit ces " divergences ", le bureau politique du Néo-Destour se réunit pour examiner le problème " des relations entre le parti et les organisations nationales " et décida de convoquer le conseil national de la centrale ouvrière.

Le vendredi 16 octobre, les jeux sont faits, le conseil national de l'U.G.T.T. vote à l'unanimité une motion de soutien à la politique gouvernementale qui contredit le texte adopté par la C.A. : le soutien total est accordé " à la sage politique " du gouvernement dans le domaine économique et plus particulièrement dans le domaine financier. Les revendications sur les salaires sont comme de bien entendu abandonnées.

Si la centrale syndicale a été une fois de plus mise au pas, la lutte incessante entre, d'une part, le Destour, qui cherche une intégration totale et sans condition de l'Union Générale des Travailleurs tunisiens et, d'autre part, une fraction de plus en plus large de la base de l'U.G.T.T. soucieuse d'autonomie à l'égard du pouvoir, n'est pas terminée.

La position du pouvoir :

L'intégration totale et inconditionnelle de la Centrale est dictée par la " conception destourienne " de l'Union National et de l'intérêt général.

Aujourd'hui, affirme le président de la République (1) tout a changé, il ne reste plus rien de ces conditions historiques qui ont nourri ces façons de voir (la contestation syndicale) (2) ces conceptions de la lutte à mener et des objectifs à atteindre. Il n'y a plus ni domination française, ni colonisation, ni exploitation "

A entendre de tels propos, on pourrait croire que toute exploitation cesse dès que le colonialisme est abattu, qu'une fois l'indépendance acquise, il ne peut y avoir de classes exploiteuses. En effet, " nous sommes tous frères (1) nous

(1) Discours du 21.10.64

(2) N.D.L.F.

suivons la même voie et nous atteindrons le but par notre travail ... Il faut rappeler parfois aux vieux syndicalistes destouriens, ceux qui sont au bureau politique en particulier, ce que doit impliquer pour eux l'appartenance au parti Néo-Destourien. Elle signifie l'appartenance à la nation tout entière. Le temps de la revendication est révolu puisqu'aujourd'hui syndicalistes et destouriens sont étroitement mêlés au sein des instances du parti et du gouvernement ".

Et plus loin : " Embarqués sur la même galère, nous devons tous nous sentir solidaires. De même que celui qu'on appelle bourgeois doit considérer les ouvriers comme des associés directement intéressés par la marche de l'entreprise, de même l'ouvrier doit abandonner cette mentalité prolétarienne qui lui fait considérer le patron comme son ennemi naturel. Tous deux doivent se défaire de leurs réflexes de classe et comprendre que leur intérêt est de travailler ensemble à augmenter la production, c'est-à-dire à élever le niveau de tous les Tunisiens."

C'est pour cela que l'U.G.T.T. ne saurait être plus longtemps laissée sous l'influence d'une " minorité qui continue d'être imbibée de ces vieilles conceptions du syndicalismes " qui continue de " protester et de réclamer comme au temps du protectorat où elle luttait contre le capitalisme français." (1)

Là une confusion doit être levée : Ceux que le Néo-Destour tend à assimiler à une " minorité " à une simple tendance de la centrale ouvrière qui s'est manifestée ", ne sont en fait que ses hommes de main depuis 1956.

Or, pour que des éléments, dont le conformisme aux décisions destouriennes n'a eu d'égal depuis l'indépendance que leur ignorance des véritables intérêts des masses laborieuses, en arrivent à émettre des réserves sur une question d'une telle importance, il faut que les pressions de la base aient été vraiment importantes.

La position d'une fraction de plus en plus importante de la base : NON aux idéologies étrangères à la classe ouvrière, OUI à l'autonomie syndicale

Le " socialisme " destourien, sous le couvert de l'intérêt général, vide " l'union nationale " de son véritable contenu : la réalité des classes sociales dans notre pays. Sous prétexte que toute analyse de classe est " basée sur la haine et la jalousie ", le " socialisme " destourien, qui se veut " plus social que socialiste " (?) préconise une

(1) Président Bourguiba au " Monde "

collaboration entre les diverses classes sociales. Or, dans les conditions économiques, sociales et politiques actuelles de notre pays, une telle alliance ne serait que pure mystification et ne pourrait que constituer un " paravent " à l'exploitation des masses laborieuses et à la consolidation des intérêts des classes bourgeoises dominantes. L'union nationale de toutes les classes et couches sociales sans exclusive était nécessaire face au colonisateur et était limitée à cette lutte. Mais, au lendemain de l'indépendance (2), le problème se pose en d'autres termes. Les différentes classes sociales entrent alors, de par leur nature et les divergences de leurs intérêts, dans une lutte dont l'enjeu est le contrôle de l'appareil d'Etat.

C'est pourquoi l'union nationale, telle que l'entend le Néo-Destour, c'est à dire ayant pour base la négation des contradictions sociales et l'affirmation d'un mythique " intérêt général " n'est qu'une duperie.

Aujourd'hui, murie par l'expérience désastreuse des huit dernières années, une fraction de plus en plus grande de la base de l'U.G.T.T. pense qu'il ne s'agit plus, pour les masses laborieuses, d'accepter l'union nationale de toutes les classes sans exclusive aucune, mais au contraire de ne rallier aux côtés de la paysannerie et de la classe ouvrière que les couches de la population qui acceptent les trois principes essentiels suivants :

1) Ne pas nier la réalité des classes sociales au sein de ce front et l'importance de la lutte des classes

" luttes de classes au sens le plus large du mot, c'est-à-dire qu'il ne s'agit pas seulement des périodes révolutionnaires, des périodes aiguës, mais du poids réciproque, des pressions réciproques, des actions multiples des classes en présence, à travers leurs leaders, leurs hommes politiques, leurs idéologies et leurs organisations ".

2) Adopter une politique anti-impérialiste conséquente.
Elimination des bases militaires, décolonisation effective de l'économie, hostilité au néo-colonialisme.

- - - - -
(2) L'union nationale de toutes les classes sans exclusive aucune put aussi être nécessaire face à un régime dictatorial, qui puisant sa force dans l'existence d'une puissante caste militaire, persiste à adopter une attitude pro-impérialiste (sur les plans politique et économique) dangereuse dans la mesure où elle compromet l'indépendance du pays (récemment : le Soudan).

3) Accepter la prise en main progressive par les classes laborieuses des moyens de production et des leviers de commande de l'économie. Ce n'est que dans l'étape ultérieure, c'est à dire lorsqu'une révolution véritable dans les domaines politique, économique et social, aura remis le pouvoir entre les mains des classes laborieuses, lorsque la propriété du sol et des entreprises ne sera pas reconnue comme " une fonction sociale ", que se posera le problème de la reconversion du rôle des syndicats. Pour l'heure, le refus d'accepter la conception destourienne de l'union nationale et la lutte pour l'autonomie syndicale constituent la planche de salut de la centrale ouvrière et des classes laborieuses.

En refusant l'intégration au Néo-Destour, les militants de l'U.G.T.T. feront émerger le syndicalisme tunisien au-dessus des faiblesses où l'ont maintenu les moeurs bureaucratiques de dirigeants charriant dans leur sillage des courants idéologiques étrangers au monde du travail.

Aussi notre rôle au sein de la centrale ouvrière doit-il consister, non seulement en un long et profond travail de démystification, mais aussi en une mobilisation de tous les travailleurs pour la démocratisation de notre centrale et l'élimination des opportunistes, carriéristes et affairistes, dont le rôle ouvertement déclaré aujourd'hui est de faire du syndicat une courroie de transmission... des ordres des classes bourgeoises dirigeantes aux classes laborieuses, sous prétexte que nous " sommes embarqués sur la même galère.

C'est en progressistes conscients, en héritiers conséquents de M'Hamed Ali et de Hached que nous disons que les masses laborieuses tunisiennes n'ont rien à faire sur cette galère :

(Décembre 1964)

J U I N 1964

Prenant prétexte d'un navrant fait divers qui s'est produit il y a quelques semaines au large du port de Sfax et qui a fait plusieurs victimes parmi les passagers d'une vedette affrétée par une coopérative de l'U.G.T.T. le gouvernement tunisien, après avoir procédé à l'arrestation des dirigeants de la dite coopérative, s'en est pris au Secrétaire Général de la Centrale Syndicale HABIB ACHOUR, accusé de faux et d'usage de faux et dont l'immunité parlementaire vient d'être levée par l'Assemblée Nationale. En fait, quel que soit le bien fondé d'une telle accusation, elle ne doit tromper personne. En réalité, cet incident n'a été qu'un prétexte que le pouvoir a saisi pour tenter de porter le coup décisif à l'U.G.T.T. coupable de ne pas s'aligner systématiquement sur la politique économique et sociale du régime.

Depuis plusieurs mois déjà, une série d'incidents avaient mis à nu les contradictions entre le syndicat ouvrier et le Néo-Destour. C'est ainsi qu'au lendemain de la dévaluation, la direction de l'U.G.T.T., bien que bureaucratisée et coupée de masses avait émis des réserves quand aux conséquences de cette mesure sur le niveau de vie des travailleurs largement détérioré par la hausse constante des prix et le blocage des salaires depuis l'indépendance.

Ces réticences allaient pousser les autorités à accélérer le processus de domestication de l'Union. On assiste alors à la dissolution de certaines unions régionales et syndicales locaux et à la multiplication des brimades policières contre certains cadres moyens de l'U.G.T.T. (et plus particulièrement dans le gouvernorat de Sousse .)

Parallèlement à cela, la direction du Parti Socialiste Destourien, tout en mettant sur pied des cellules professionnelles destinées à supplanter les Sections Syndicales entreprit une vaste campagne de dénigrement des positions des Syndicats. Accusée de vieillissement et de n'être plus adaptée aux impératifs de l'édification socialiste (sic), la Centrale se voyait invitée par le Parti à " dépasser la logomachie revendicative " c'est-à-dire à cesser de se réclamer de la classe ouvrière puisque " embarqués sur la même galère ouvriers et bourgeois doivent se sentir solidaire " (Pt Bourguiba).

Tout ceci, au nom du mythe de l'Union Nationale telle que la conçoit le Néo-Destour et de la nécessité de donner au parti le monopole de la vie politique dans le pays.

Le 1er Mai dernier, HABIB ACHOUR dans un important discours après avoir dégagé le rôle primordial joué par l'U.G.T.T. en tant qu'organisation de classe des masses laborieuses, au cours de la lutte de Libération Nationale, a mis l'accent tout en rappelant les réalisations sociales de la Centrale depuis l'Indépendance (Coopératives), sur la légitimité des revendications salariales des travailleurs affirmant la nécessité pour l'U.G.T.T. de continuer son action comme organisation autonome au service des travailleurs.

L'ironie du sort veut que ce soit HABIB ACHOUR qui se fasse aujourd'hui le champion de l'autonomie syndicale. Mais les progressistes tunisiens et les masses laborieuses n'ont pas oublié le sinistre rôle que lui assigna la direction du Néo-Destour en 1956 pour briser l'élan de l'U.G.T.T. (scission de l'U.T.T.) et amorcer le processus de domestication de la Centrale Ouvrière.

Les progressistes tunisiens quant à eux, ne voient dans la situation actuelle qu'un juste retour des choses : en acceptant d'être l'un des premiers fossoyeurs de l'U.G.T.T., HABIB ACHOUR a délibérément délaissé les idéaux de HACHED et est donc pleinement responsable du sort que ses maîtres d'hier lui réservent aujourd'hui. Néanmoins, en tant que démocrates, nous nous devons de ne pas perdre de vue la cause politique pour laquelle il est en butte aux attaques du pouvoir aujourd'hui et qui est une cause juste. Ce qui signifie qu'il ne peut être question pour nous de tenter de la blanchir des accusations portées contre lui car les faits qui lui sont reprochés peuvent ne pas étonner si l'on prend conscience de l'atmosphère de corruption dans laquelle se complaisent une grande partie des cadres du régime. Une chose est certaine, l'accusation sert les visées politiques du pouvoir.

§ §

§

Ce qui est grave, c'est que la politique d'intégration de l'U.G.T.T. s'inscrit dans un cadre plus large, celui de l'embrigadement systématique de la population et spécialement des masses laborieuses par le Parti Néo-Destourien. L'éditorialiste du journal gouvernemental l'Action n'écrivait-il pas le 3 Avril 1965 : " Le Parti Socialiste Destourien est LE responsable pour mettre en oeuvre l'option socialiste. Il assume la responsabilité directe dans tous les secteurs de la vie du pays. Pour remplir sa mission qui revient à élever la conscience des hommes et à veiller au respect de la volonté de la Nation, le P.S.D. s'est donné tous les instruments nécessaires pour un encadrement général et efficace.

AHMED BEN SALAH, ex-Secrétaire Général de l'U.G.T.T., dont la dérobade en 1957 a eu pour contre-partie sa vertigineuse ascension au sein des appareils du Parti et de l'Etat, faisant écho à cet éditorial déclarait le 26 Avril 1965 : " Nous pensons que le devoir de tout responsable est d'être le défenseur de notre doctrine et de ne pas hésiter à écarter tout fauteur de trouble, car nous pensons que le stade de persuasion est dépassé ".

Devant cette action concertée de l'Etat et du Parti, destinée à assurer l'omnipotence du PSD dans la vie politique de notre pays, et une réponse aux arguments fallacieux invoqués par les Destouriens pour combattre les forces progressistes, le Groupe d'Etudes et d'Action Socialiste Tunisien stigmatise la sinistre machination ourdie contre les masses laborieuses en vue de les priver de leur organisations, qui pour être sclérosée et bureaucratisée, n'en demeure pas moins la seule force

politique qui puisse dans les circonstances actuelles leur permettre de défendre leurs droits matériels et moraux les plus élémentaires.

Le G.E.A.S.T. qui a dénoncé en son temps la campagne visant à l'inféodation de la Centrale estudiantine (U.G.E.T.) renouvelle une fois encore sa revendication pour le respect des libertés garanties par la Constitution de notre pays et affirme:

1°) qu'il est utopique de prôner l'union nationale sous la direction des classes bourgeoises et en dehors de tout programme se fixant pour but la Réforme agraire, la Socialisation des moyens de production, la Nationalisation du Commerce extérieur, l'autogestion ouvrière et paysanne, mais aussi les moyens adéquats en vue de la réalisation d'un tel programme.

Toute autre conception de l'Union Nationale n'est que pure mystification.

2°) Qu'il est vain de parler de Socialisme, alors même que pratiquant sur le plan économique une politique de classe, l'on met tout en oeuvre pour éliminer de la scène politique les militants progressistes et démocrates les plus sincèrement attachés à la cause du Socialisme, alors même que l'on s'apprête à museler définitivement les organisations syndicales, ouvrières et estudiantines.

3°) A ceux qui, parmi les responsables du Parti et de l'Etat en Tunisie combattent toute velléité d'autonomie des syndicats et leur contestent leur caractère revendicatif, sous prétexte que la Tunisie est socialiste, et que, comme conséquence directe du socialisme " Le Parti ne peut être un partenaire, mais un organe suprême qui dirige et oriente d'en haut (Taieb MEHIRI) ; nous leur rappelons cette vérité élémentaire qui doit être la règle d'or de tout régime qui jette les bases de l'édification d'une société socialiste : Le Parti n'impose pas et ne gère pas, il a pour rôle d'orienter idéologiquement, par contre l'Etat a pour tâche d'administrer les affaires publiques, enfin les syndicats mobilisent les travailleurs, développent en eux la conscience politique et sociale, participent effectivement à la gestion de l'économie du pays, défendent les ouvriers contre l'exploitation capitaliste dans le secteur privé encore prédominant, lutte enfin contre les déformations bureaucratiques au sein de l'appareil de l'Etat et des organismes de gestion des sociétés nationalisées.

- Non à la domestication des organisations syndicales.
- Pour un Congrès démocratique de la Centrale ouvrière qui, tout en réaffirmant l'exigence unanime des travailleurs de voir leur organisations adopter une attitude autonome vis à vis du P.S.D. , permettra à la base de se débarrasser les éléments opportunistes au sein de la direction dont la souplesse d'échine n'a d'égal que leur aveuglement de bureaucrate.

- POUR QUE REVIVE l'U.G.T.T. de HACHED.